Design
Arts
Médias

Entretien avec Marie Compagnon

Léa Becquet

2025-06-30

L'entretien qui suit a été réalisé en visioconférence, le 14/04/2025. Marie Compagnon est une plasticienne et designer basée à Orléans, diplômée de l'École Camondo en architecture intérieure et design. Elle conçoit des « objets-lieux », des microarchitectures à l'échelle du corps qui s'insèrent dans des espaces existants pour y créer une échelle d'intimité . Parallèlement, elle développe une pratique plastique libre, explorant les matériaux, les textures et les techniques artisanales, sans objectif d'usage prédéfini. Enseignante à l'École Supérieure d'Art et Design d'Orléans, elle s'investit également dans des projets de recherche situés, notamment autour du fleuve Loire, où elle interroge les relations entre design, territoire et communs.

Léa Becquet[1] **:** Bonjour Marie Compagnon. Je vous remercie de m'accorder de votre temps pour réaliser notre enquête sur le design et ses pratiques. Notre entretien, qui porte sur le design et les communs, comporte quatre volets.

Notre premier volet concerne votre formation et situation professionnelle. Pourriez-vous tout d'abord nous dire quelques mots sur votre formation et le type de structure (université, école, entreprise…) dans laquelle vous travaillez actuellement ?

Marie Compagnon : J'ai commencé par deux années à l'université en histoire de l'art. Mais assez vite, j'ai ressenti le besoin de me tourner vers une formation plus ancrée dans des pratiques concrètes, moins théoriques. J'ai alors intégré l'école Camondo, une école de design et d'architecture intérieure, où j'ai suivi une formation de cinq ans.

À la sortie, j'ai travaillé pendant quatre années, d'abord dans une agence d'architecture, puis dans une agence de design. Au bout de ces quatre ans, j'ai eu envie de reprendre un travail plus personnel, amorcé déjà lors de mon diplôme. C'est aussi à ce moment-là que j'ai commencé à m'orienter vers l'enseignement. Mon objectif, dès le départ, était de construire une pratique professionnelle double, où la pratique de terrain et la recherche s'enrichissent mutuellement. Je n'ai jamais souhaité créer une structure avec des salariés, je tenais à rester indépendante, mais je voulais continuer à exercer une activité de design tout en m'engageant dans des écoles pour nourrir une réflexion de fond, une posture de recherche.

J'ai enseigné pendant onze ans à l'école Camondo, une école privée reconnue par l'État. En parallèle, j'ai eu plusieurs expériences ponctuelles d'enseignement, puis une plus stable à l'École Supérieure d'Art et de Design d'Orléans (ESAD Orléans), en Licence et Master de design, objet/espace. J'y ai d'abord enseigné comme vacataire, puis comme contractuelle, avant de passer et réussir le concours de la fonction publique territoriale, ce qui m'a permis d'être titularisée sur un poste à temps plein. Progressivement, j'ai donc quitté Camondo pour m'engager à plein temps à l'ESAD Orléans.

C'est une école d'art qui ne comporte pas de section Arts , mais des formations Design Graphique , et Design Objet/Espace . Il y a environ cinq ans, sous l'impulsion d'un nouveau directeur, Emmanuel Guez, l'école a lancé plusieurs programmes de recherche, conçus par des groupes d'enseignants et proposés à la direction. J'ai participé à la création de l'un de ces programmes, intitulé *LIGA – Cohabiter avec le fleuve*.[2] Ce programme s'inscrit dans une dynamique liée aux communs, en lien avec les enjeux de territoire, de pratiques situées, mais aussi avec des outils et méthodes empruntés aux pratiques écologiques, notamment autour des matériaux vernaculaires.

L.B : Notre présente enquête porte sur les communs et le design. Pour le design, les communs semblent surtout impliquer le partage de connaissances informatiques ou numériques — dans le cas de l'*open design* — et le partage de connaissances pratiques — dans le cas du design écosocial, par exemple. À quelle occasion vous êtes-vous intéressé à cette question des communs ? De quel type de commun s'agissait-il ?

M.C : C'est intéressant, parce que j'ai l'impression que mon point d'entrée dans les communs se situe un peu ailleurs. Ce que vous décrivez me parle, bien sûr, mais ce n'est pas par là que j'y suis

© La revue DAM
téléchargé le 2026-11-11 14:35:03, depuis le 216.73.216.42

arrivée. Mon intérêt s'est d'abord porté sur les savoirs-faire, notamment les savoir-faire techniques, parfois numériques, mais surtout manuels, constructif, c'est vraiment ce qui a nourri ma pratique de designer et de plasticienne.

Je me souviens d'une exposition qui m'a marquée, en 2012 à Bordeaux,intitulée *Learning from Vernacular* et qui fait référence à l'ouvrage de Pierre Frey. L'exposition présentait notamment des maquettes d'architectures vernaculaires réalisées par des étudiants. On y découvrait des techniques très variées : en terre, pierre, bois, issues de contextes géographiques très divers. Ce qui m'a frappée, c'est la puissance pédagogique de ces maquettes, leur capacité à rendre visibles à la fois les dimensions techniques, culturelles et esthétiques de ces architectures.

À partir de là, j'ai eu envie de travailler ces questions avec mes étudiants. Pas directement pour aborder la notion de commun, mais pour leur faire acquérir une culture de la construction à travers une approche technique et plastique. L'école dans laquelle j'enseignais forme au design d'espace et au mobilier, et je trouvais essentiel de comprendre comment la forme d'une architecture résulte d'un contexte géographique, de ressources matérielles et humaines, d'usages culturels. À l'opposé des modèles standardisés, reproductibles partout, qui effacent ces spécificités.

En approfondissant ces questions, je me suis rendu compte que ces pratiques constructives vernaculaires portaient déjà en elles une dimension de commun : on parle d'architectures auto-construites, souvent collectivement, pour des espaces partagés, des lieux de vie commune. Cette idée de faire ensemble, de manière située, m'a conduite à m'intéresser aux chantiers participatifs, qui prolongent cette logique aujourd'hui.

J'ai vu à quel point ces démarches pouvaient engager les étudiants, notamment autour de la question de comment rendre les usagers réellement acteurs de leurs espaces de vie, que ce soit dans la conception, la fabrication ou l'appropriation de ces lieux. C'est donc progressivement que j'ai intégré ces réflexions dans mes cours. Et quand, il y a cinq ou six ans, l'école a lancé des programmes de recherche, avec d'autres enseignant·es, on a souhaité proposer un projet qui travaille très directement le lien au territoire, au milieu. C'est ainsi qu'est né le programme *LIGA – Cohabiter avec le fleuve*, centré sur la Loire.

Ce programme pose la question de l'habiter, mais aussi de co-habiter avec : avec les systèmes vivants, minéraux, végétaux, animaux, mais aussi avec les ressources, matérielles et immatérielles, qui composent ce milieu. Il ouvre également sur des questions juridiques, comme le droit du fleuve. Et en posant cette idée de cohabitation, la question des communs s'est naturellement imposée comme un axe structurant de la recherche.

L.B : L'élaboration d'un commun implique toujours un collectif et un partage de compétences et de savoir-faire, d'où notre idée que, à l'origine des communs, il y a un besoin insatisfait, voire une souffrance. Qu'est-ce qui, à votre avis, préside à l'avènement de communs en design ?

M.C : Effectivement, je crois que c'est un point fondamental. Alors peut-être que dit comme ça, ça semblera un peu simpliste, mais si on regarde l'histoire du design, on voit bien qu'il est né en lien étroit avec le développement industriel et la société de consommation. Or, dans « consommation », il y a déjà cette figure implicite de l'utilisateur-consommateur : une figure passive, qui ne questionne pas, qui ne commente pas.

C'est peut-être aussi pour cela que la question des communs devient aujourd'hui si intéressante : parce que, du côté des usagers, il y a un besoin, voire une exigence, de sortir de ce rôle passif. Après avoir longtemps été considérés comme de simples consommateurs, les gens veulent redevenir acteurs, moins subir, et plus s'engager, politiquement et socialement. Je pense qu'il y a une aspiration à une forme d'action : dans la manière dont on vit avec les autres, mais aussi dans la manière dont on consomme la planète, pour le dire très clairement. On observe ainsi une demande croissante pour des démarches participatives qui permettent aux personnes de s'exprimer, de partager, de contribuer à l'élaboration de scénarios, de systèmes, d'espaces, ou d'objets, et donc de retrouver une forme de pouvoir d'agir, de création, d'expression. C'est cela, à

© La revue DAM
téléchargé le 2026-11-11 14:35:03, depuis le 216.73.216.42

mon avis, qui rend le design pertinent dans ce contexte : c'est une discipline qui permet non seulement de produire des formes matérielles, mais aussi de représenter des diagnostics, d'imaginer des futurs, de scénariser des usages, de rendre visibles des situations. Les outils du design deviennent ainsi des outils de communication, de médiation, voire de pouvoir, dans le bon sens du terme : un pouvoir de mise en commun, de partage, d'activation collective.

C'est en cela que je crois profondément à l'intérêt du design comme outil de participation citoyenne. En mettant en partage les outils de conception eux-mêmes, pas juste les résultats, on permet à des publics de devenir co-auteurs de la réflexion. On passe d'un public ciblé à un public impliqué. D'ailleurs, c'est aussi pour cela que le design est de plus en plus mobilisé dans les démarches politiques, au niveau des municipalités, des collectivités, dans les concertations publiques. Alors oui, parfois cela reste de l'ordre de la consultation cosmétique, de la communication politique, mais malgré tout, ces dynamiques montrent bien que le design intéresse, et qu'il a un rôle à jouer dans la transformation des modes de décision et de fabrication collective.

L.B : Les précédentes décennies ont vu fleurir des *hackerspaces*, puis des *mackerspaces* — sous forme de FabLabs, par exemple. Dans le cadre de notre enquête, imaginons un commun qui réunirait designers, chercheurs et usagers au sein d'un tiers-lieu dédié à la recherche pratique et théorique en design. S'il existait, participeriez-vous à ce type de commun ?

M.C : Oui, je crois que j'y participerais, en tout cas sur le principe. Après, comme souvent, ça dépendrait beaucoup de la réalité concrète : du temps qu'on peut y consacrer, de l'accessibilité géographique, de la façon dont ça s'organise. Mais l'idée me paraît très intéressante. Cela dit, il faudrait clarifier qui sont ces chercheurs. Est-ce qu'on parle de chercheurs en design, de sociologues, d'anthropologues, de philosophes ? Pour moi, il faut voir large. En France, les chercheurs spécifiquement en design ne sont pas encore très nombreux, c'est une discipline jeune dans le paysage universitaire.
Et puis, la théorie du design dialogue déjà avec plein d'autres disciplines : philosophie, esthétique, sciences sociales… Faire du design, c'est mobiliser des concepts satellites. Ce serait absurde de penser ce lieu sans cette ouverture-là.

J'ai eu une expérience qui m'a beaucoup marquée dans ce sens, à travers le collectif *Polau – Pôle Arts & Urbanisme*, qui a travaillé avec d'autres structures, artistes, chercheurs, archéologues, philosophes, notamment Bruno Latour, Camille de Toledo, Frédérique Aït-Touati… Ils ont lancé un projet appelé *Les Parlements de Loire*, centré sur la reconnaissance juridique du fleuve.
C'était passionnant : pendant deux ans, ils ont organisé des auditions pluridisciplinaires autour de cette question. Il y avait des juristes, des philosophes, des scientifiques, des artistes… Tout un collectif qui se réunissait pour mettre en partage des savoirs très différents, autour d'un objet commun, en l'occurrence le fleuve.

Ces auditions ont donné lieu à des textes, des publications, Camille de Toledo a écrit un livre à partir de cette expérience, mais aussi à des événements, comme la remontée de la Loire en bateaux traditionnels, où des artistes et chercheurs embarquent ensemble, avec des temps de partage, de débat, de création. Ce n'est pas un tiers-lieu dans le sens d'un espace fixe de fabrication, mais c'est bien un commun vivant, organisé autour d'un territoire, d'une cause, d'un collectif, et qui produit des effets : rencontres, contenus, réflexions, projets…

Ce que je trouve intéressant, c'est de penser ce type de lieu hors des cadres classiques des écoles ou des universités. Aujourd'hui, une fois qu'on est sorti des études, les lieux d'échange interdisciplinaire sont rares, surtout pour des professionnels ou praticiens qui ne sont ni chercheurs institutionnels, ni enseignants. Ce serait important de créer des espaces où des designers, chercheurs, usagers, praticiens, puissent continuer à travailler ensemble en dehors du monde académique, dans une dynamique d'échange, de recherche, de création collective.

Et puis, il y a aussi la question du nom qu'on donne à ce genre de lieu. Un peu comme pour notre master *Design des communs*, il faut trouver une appellation qui désigne ce qu'on veut en faire, qui reflète sa particularité. « Tiers-lieu », c'est un mot un peu fourre-tout aujourd'hui. Ce qui compte,

© La revue DAM
téléchargé le 2026-11-11 14:35:03, depuis le 216.73.216.42

c'est la manière dont on le définit, ce qu'on y met, et surtout comment on l'ouvre à des pratiques plurielles, politiques, engagées.

L.B : Vous avez évoqué tout à l'heure la dimension politique du design des communs. J'aimerais y revenir. Ce que j'ai pu observer à travers différents entretiens, c'est qu'il y a souvent, dans les pratiques liées aux communs, un vocabulaire très politique, avec des références à la cité, à l'agora, à la prise de parole publique. Quelle place cette dimension politique prend-elle dans votre travail, et comment se traduit-elle concrètement dans vos projets ?

M.C : Nous avons une volonté politique assez affirmée, oui, et c'est aussi pour ça qu'on a voulu ancrer très fortement notre programme de recherche dans un territoire. C'est ce qui a motivé le choix de travailler sur le fleuve Loire. L'idée, c'était de faire du très local, de ne pas rester à distance, de s'implanter, de travailler avec des élu·es, des habitant·es, sur un territoire à la fois urbain et périurbain. Ce qui nous importe, c'est de faire du terrain : observer et rencontrer . Nous parlons parfois de bivouac ou de voyage, mais ce que l'on cherche vraiment, c'est à habiter les situations, à être au plus proche du milieu, milieu qui devient à la fois notre sujet d'étude et notre territoire d'action.

Ce qui m'a beaucoup intéressée, en travaillant sur le vernaculaire et les savoirs-faire vernaculaires, c'est leur capacité à créer du lien social. Proposer des projets participatifs, collaboratifs, c'est aussi une façon d'engager une dynamique collective. Le design ne produit pas que des objets : il produit aussi du relationnel, du symbolique, du partage. Et dans cette optique, oui, je crois que le design des communs porte une dimension politique réelle, mais qui ne passe pas forcément par un discours idéologique. Elle passe par les pratiques, par les situations concrètes, par des formes d'engagement collectif à travers lesquelles les gens peuvent redevenir acteurs, dans leur façon d'habiter, de faire, de penser ensemble.

L.B : Vous évoquez ici une approche très ancrée, très située. Est-ce que cet ancrage territorial influence aussi votre manière d'enseigner ou vos choix professionnels ?

M.C : C'est même une des raisons pour lesquelles j'ai choisi d'enseigner à Orléans. J'ai longtemps travaillé à Paris, mais à un moment, j'ai eu envie d'expérimenter quelque chose de plus politique, au sens fort du terme : une implication concrète dans un territoire.

Au début, j'enseignais à Orléans tout en vivant en région parisienne. Je faisais des allers-retours. Et puis j'ai fini par m'installer sur place, pour vraiment habiter le territoire et pouvoir y développer des projets de manière plus cohérente.
Ce que j'ai trouvé formidable à cette échelle, celle d'une ville moyenne, c'est la possibilité d'un contact direct avec les élu·es, de vraies discussions, de vraies collaborations. À Paris, ce type de lien est beaucoup plus difficile à construire. Ici, dès qu'on produisait quelque chose dans le cadre du programme de recherche, on pouvait en discuter avec des acteurs locaux, des représentants municipaux… il y a un intérêt réel, un dialogue possible.

C'est aussi ce qui explique, je pense, le développement de plusieurs masters en design dans des territoires non métropolitains, en milieu rural ou dans des villes moyennes. On le voit aux Beaux-Arts de Limoges, par exemple, ou avec des formations portées par les Arts Décoratifs en région. Je crois qu'il y a là un déplacement du design, qui a longtemps été très urbain, très centralisé, et qui aujourd'hui peut s'ancrer ailleurs, au plus près des collectivités, dans des environnements plus diversifiés. Et c'est là que le design des communs prend tout son sens : il permet de repenser la relation entre projet, territoire et engagement.

L.B : Y a-t-il un projet que vous avez mené, soit avec vos étudiant·es, soit dans votre pratique personnelle, que vous aimeriez partager ?

M.C : Un projet me vient immédiatement en tête, peut-être parce que vous évoquiez tout à l'heure la notion d'agora. Il s'agit d'un projet qu'on a appelé *Le lieu des négociations*, que nous avons développé sur près de trois ans.

© La revue DAM
téléchargé le 2026-11-11 14:35:03, depuis le 216.73.216.42

C’est une micro-architecture réversible, implantée sur un terrain communal en bord de Loire sud, dans une petite commune appartenant à la métropole d’Orléans. Le projet a été construit collectivement, depuis les scénarios d’usage jusqu’à un morceau en maquette à l’échelle 1. L’idée, dès le départ, était d’imaginer un espace activable par différents collectifs locaux, concernés par la cohabitation avec le fleuve.

Nous l’avons pensé comme un espace de négociation symbolique : un lieu qui permettrait de discuter, d’imaginer, de débattre de la manière d’habiter en proximité du fleuve, en tenant compte non seulement des usages humains, mais aussi des autres formes de vie : végétales, animales, non-humaines. C’est ce que nous avons voulu traduire dans la forme circulaire de la structure, dans son ouverture, dans sa réversibilité.

Ce n’est pas un espace clos, c’est un lieu traversable, ouvert au paysage, où se tiennent des réunions, mais où l’on peut aussi simplement passer, observer, être traversé par l’environnement. On l’a conçu comme un outil spatial de négociation, à la fois concret et symbolique, qui interroge la place qu’on donne au vivant dans nos manières d’habiter.

Il existe un site internet sur ce projet : https://liga.esadorleans.fr/2023/03/24/experimentations-echelle-1/.

L.B : Y a-t-il un point sur lequel vous souhaitez revenir ? Un autre que vous souhaitez aborder ?

M.C : Non, je ne crois pas… Mais je trouve qu’il y a aujourd’hui pas mal de démarches intéressantes sur le terrain autour de la question des communs, notamment du côté de l’architecture. Ce sont des approches qui ne passent pas forcément par les outils numériques, mais plutôt par la fabrique de l’espace, et ça me semble tout aussi important.

Parce que l’espace, c’est aussi un lieu de rencontre, de partage, on le voit bien à travers les tiers-lieux, mais aussi dans des démarches de proximité, de co-construction.

En tout cas, je crois que la question des communs est profondément liée à celle de l’espace-temps partagé. Ce n’est pas un hasard si l’on parle de « tiers-lieu » quand on parle de communs. Donc oui, pour prolonger la réflexion, je pense qu’il serait intéressant de regarder aussi ce qui se passe du côté des architectes, des collectifs, des projets très ancrés dans des démarches d’habitat partagé, d’auto-construction, de lieux ouverts, parce qu’ils participent eux aussi, à leur manière, à cette dynamique des communs.

L.B : Encore merci pour le temps que vous m’avez accordé.

© La revue DAM
téléchargé le 2026-11-11 14:35:03, depuis le 216.73.216.42

1. Léa Becquet est étudiante en master 2 « Design, Arts, Médias », Paris 1 Panthéon-Sorbonne, promotion 2024-2025.
2. [en ligne], URL : https://liga.esadorleans.fr/.

© La revue DAM
téléchargé le 2026-11-11 14:35:03, depuis le 216.73.216.42